

↪ CODE DU TRAVAIL
 ↪ CONVENTIONS
 COLLECTIVES
 ↪ CPA

L'attaque gouvernementale

Pendant que les médias occupent les esprits sur les carrières politiques de 2017, l'état d'urgence et les faits divers, le gouvernement, à majorité socialiste, poursuit ses réformes destructrices de droits, mais voulues et attendues par le patronat.

2012 à 2015

Les réformes et les lois ont augmenté la **part des fonds publics, issus de l'impôt, destinés aux employeurs, toujours au nom de l'emploi.**

Résultat !

- ↪ + 1,1 million de privés d'emploi,
- ↪ Mise en cause des droits des CE face aux licenciements,
- ↪ Mise en cause des droits syndicaux,
- ↪ Retraite à 62 ans et gel du SMIC.

Pour les employeurs : « CICE » et « Pacte de responsabilité » détournent des **milliards d'euros d'impôts vers les caisses** des entreprises.

2016 à 2017

Le gouvernement veut imposer une loi détruisant le socle protecteur des salariés, à savoir : le Code du travail, les Conventions Collectives.

Actuellement les droits des salariés sont toujours basés sur les plus favorables. Le gouvernement veut inverser cette norme, en plus favorable aux employeurs.

Pour y arriver, ce gouvernement utilise, comme en 2012, le mensonge paré des vertus de « la démocratie » (la sienne).

La réalité, c'est que les salariés, leurs droits inscrits à leur contrat de travail, leurs salaires, congés, RTT, seront mis en cause, supprimés par le chantage à un emploi jamais garanti.

En 10 ans, le patronat a supprimé **750 000 emplois dans l'industrie (fermetures, délocalisations, externalisation d'activités, etc.)** et il a en même temps touché **des milliards d'euros d'aides publiques sans avoir à justifier quoi que ce soit en termes d'emplois, d'investissements.**

Seules 2 courbes progressent depuis plus de **30 ans : celle du chômage et celle des profits, des dividendes, des richesses accordées à quelques-uns.**

48 % des produits manufacturés sont importés. Si on relocalisait des productions pour répondre **aux besoins de la population, des millions d'emplois** seraient créés, redonnant une dynamique économique et sociale dans le territoire, donnant un avenir à la jeunesse parquée dans les stages, pôle emploi, au mieux intérimaires.



Le pays est malade de :

- ◇ la « politique des menteurs »,
- ◇ l'insécurité sociale, faite de chômage pour les uns et de stress et surmenage pour les autres,
- ◇ bas salaires et conditions de travail aggravées,
- ◇ injustices faites de clientélisme et de répression de classe contre les plus pauvres.

↳ **SANOFI casse l'emploi année après année, service par service, en continu, plan après plan : 4 700 emplois supprimés de 2008 à 2015, en encaissant 150 millions d'euros par an d'aides gouvernementales, payées par la collectivité...**

↳ **TOTAL casse le raffinage national pour importer le pétrole raffiné d'Arabie Saoudite, détruisant des milliers d'emplois, avec le soutien complice du gouvernement.**

↳ **Partout en France, MICHELIN, HUTCHINSON, ANVIS, ARKEMA, KEM ONE, RIO TINTO, ISO-CHEM, VENCOREX, les plans des patrons sont les mêmes : + de profits, + d'aides publiques et - d'emplois et - de droits pour les salariés.**

Une logique mortifère pour l'avenir du pays, de sa jeunesse, pour le développement industriel, mais une logique financière qui gonfle les caisses de ces patrons avides de pouvoir, de finances.

La lutte forte et tenace des travailleurs est la clé, le moyen pour imposer d'autres choix, l'histoire du pays l'a prouvé.

Aux salariés, avec la CGT, d'assumer le relais, de protéger leurs droits pour transmettre à leurs enfants, aux futures générations, des droits au moins égaux à ceux dont ils ont bénéficié.

NON, nous ne laisserons pas détruire le Code du travail

NON, nous ne laisserons pas détruire les Conventions Collectives

TEL DOIT ÊTRE LE MOT D'ORDRE À PORTER, À DÉFENDRE PAR LA LUTTE !

OUI, NOUS EXIGEONS :

- ↳ plus de salaires,
- ↳ **plus d'emplois pour de meilleures conditions de travail,**
- ↳ **l'arrêt des aides publiques aveugles vers le patronat,**
- ↳ **Les 32 heures/semaine, sans perte de salaire, avec 10 % de créations d'emplois.**

Tel doit être le ciment des revendications dans les **lutes à organiser partout, dans l'entreprise, le groupe, le département et nationalement.**

**LA CONFRONTATION SOCIALE
PARTOUT !**

Nos intérêts sont opposés à ceux des patrons qui s'en mettent plein les poches, donc il ne peut y avoir de dialogue, parce qu'on n'est pas leurs amis, pas plus qu'il n'y a de social dans leur bouche.

**CONFRONTATION SOCIALE, GRÈVE,
RASSEMBLEMENT, CE SONT LES MOYENS
POUR ÊTRE ENTENDUS, POUR GAGNER.**